

L'audiovisuel arabe entre censure et autocensure

par Marc Saiegh

Depuis la fin des années 80, le monde arabe connaît une véritable explosion dans le domaine audiovisuel. Au Maghreb, les gouvernements ont fini par admettre leur échec dans la lutte contre les paraboles fièrement érigées sur les toits de leurs villes. Deux chaînes cryptées, les premières du monde arabe, ont réussi leur percée dans des sociétés que l'on pensait envahies par les images venues d'ailleurs. 2MI au Maroc et Canal Horizon en Tunisie, même réservées à une minorité citadine, ont pourtant vite appris que leur liberté d'action et leur croissance dépendaient de l'autocensure qu'elles devaient savoir manier, sans pour autant apparaître rigides et ennuyeuses comme les chaînes d'Etat.

En Egypte, une chaîne a pris place sur le tout nouveau satellite arabe Arabsat, cruellement en manque de programmes et d'imagination. Cette télévision, tout comme TV5 en Europe, n'est autre qu'une mixture des trois chaînes hertziennes égyptiennes, et bien qu'ayant l'ambition d'être en image, pour le monde arabe, ce que fut en radio, la *Voix des Arabes* dans les années 50-60, sa création n'entraîna pas un remodelage du paysage audiovisuel égyptien. Néanmoins, le Caire étudie le lancement d'un nouveau satellite, le Nilsat, qui certainement fera forte concurrence à l'Arabsat existant. L'Egypte continue à fournir à toutes les télévisions arabes réunies environ 80 % de leur programmation de fiction en langue arabe.

Au Liban, l'anarchie qui règne dans l'audiovisuel, lourd héritage de la guerre civile, a entraîné la multiplication des chaînes. Il en existe environ soixante pour une population de trois millions d'habitants, alors que la manne publicitaire suffit à peine au financement des trois télévisions généralistes. Une loi pour réglementer l'audiovisuel et le mettre au diapason de la légalité internationale, en interdisant notamment le piratage, et complétée par un cahier des charges n'a toujours

pas vu le jour, en dépit des promesses et allégations des autorités libanaises. Par contre, après un attentat, en plein office religieux, qui a visé une église et coûté la vie à des dizaines de fidèles, l'Etat libanais, pour contrecarrer cette recrudescence de violence a décidé de supprimer toute information d'ordre politique sur les radios et télévisions libres (cette interdiction a duré quelques mois). Cette reprise en main musclée de l'information paraît absurde, vu que la chaîne d'Etat ne couvre même pas la totalité du territoire libanais. Les discussions en vue de transformer Télé Liban en chaîne de service public, alors que son actionnaire majoritaire est le Premier ministre actuel pourraient être interprétées comme un nouveau recul de M. Hariri devant les impératifs régionaux. Serait-ce par la généralisation de la langue de bois, si fréquente en Orient, que le pays des cèdres part à la conquête de son arabitude ?

Dans les pays du Golfe, la crainte de l'invasion des images nuisibles venues d'ailleurs et les capacités financières de ces pays ont poussé les dirigeants à contourner partiellement l'imminence des dangers « amoraux ». Les chaînes satellitaires sont diffusées à travers le câble, ou les fréquences locales, ce qui permet aux censeurs d'accomplir normalement leur « métier »... D'autre part une pression constante s'exerce sur les gouvernements européens afin d'empêcher les chaînes à caractère pornographique d'émettre par satellite.

Toutefois, les capitaux saoudiens et « golfigues » s'intéressent de plus en plus à des projets de chaînes satellitaires basées en Europe et arrosant le monde arabe, l'Afrique, l'Europe et les Amériques. Presque trois ans après le lancement réussi de la MBC à Londres (télévision généraliste pan-arabe avec capitaux saoudiens des cheikhs Mohammed et Walid Ibrahim, et savoir-faire britannique), des chaînes thématiques appartenant au même groupe sont en chantier : MBC2, MBC3, MBC4... Au programme : sport, loisirs, famille, etc. D'autres capitaux saoudiens, le groupe Al Baraka, du Cheikh Saleh Kamel, ancien associé de la MBC, comptent bientôt lancer à partir de Rome quatre chaînes thématiques, baptisées pudiquement « La télé des Arabes » ; aucune d'elles ne comporte évidemment le moindre sujet à polémique : clips musicaux, films, sport, émissions pour les enfants. Des chaînes sans litiges avec les raisons d'Etat ou de mosquée. Les brûlures de l'Histoire se consumeront ailleurs... Enfin, signalons l'inauguration à venir d'une chaîne de news en arabe, relevant de la BBC, avec une participation financière de la société saoudienne Mawared, et différents projets concoctés en France pour une chaîne arabe câblée, toujours avec la contribution financière de capitaux arabes.

Demeurent de grandes inconnues au niveau des degrés de censure et d'autocensure qu'elles auront à assumer tout en préservant la crédibilité digne d'une chaîne occidentale. Le projet français paraît avoir

dépassé cet écueil puisqu'il ne compte même pas produire. Il va tout juste sélectionner des programmes venant des quatre coins du monde arabe, et ignorera superbement tout ce qui peut être assimilé à de l'information.

Pour finir ce tour d'horizon, notons qu'en Cisjordanie, sitôt annoncé l'accord d'autonomie pour Jéricho et Gaza, le projet de lancer une chaîne palestinienne fut mis sur le tapis. Pour le moment, il semblerait que trois groupes rivaux s'affrontent autour de l'embryon, chacun s'attribuant la paternité du projet.

Ce bouillonnement de l'audiovisuel, perceptible dans le monde arabe, et les espaces de liberté toute relative qu'il engendre, n'ont pas pour autant ouvert une brèche dans le comportement traditionnel du spectateur arabe et dans la vision qu'il se fait de lui-même et des autres. La télévision, perçue comme un des acquis de la démocratie et moyen inégalable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, est loin d'avoir atteint ces buts sur les rives sud de la Méditerranée.

Cette année, 400 000 heures de programmes télévisés seront passées sur les petits écrans du monde arabe, dont 70 % venant d'outre-Atlantique (Etats-Unis voire Japon). Le spectateur arabe pourra donc se délecter de dessins animés et aussi de « sushi-operas », avant de se partager entre séries européennes, novelas mexicaines et brésiliennes, et production locale à dominante égyptienne.

Neuf chaînes satellitaires émettent pour le monde arabe et l'on en attend neuf autres dans un avenir proche. Le spectateur pourra ainsi s'évader à loisir des contraintes que lui imposaient les hermétiques chaînes d'Etat dont les objectifs passés ne visaient nullement les attentes du public, mais plutôt à servir la politique des gouvernements. Les nouvelles chaînes privées et riches et qui dominent le marché publicitaire arabe, échappent aujourd'hui à la stricte censure de jadis. A présent, c'est à elles qu'incombe la charge de contrôler les produits diffusés et de faire respecter l'immobilisme des sociétés, quitte à couvrir de strass et de plumes les émanations de la tradition.

Pour autant, la télévision des années 70 est loin d'être morte dans les pays arabes. Presque toutes les chaînes d'Etat, à quelques exceptions près, continuent à appliquer les directives du ministère de l'Information. A l'automne 1993, Fouad Naim, le moderniste PDG de la télé libanaise, s'est fait taper sur les doigts par son ministre de tutelle, pour avoir osé enfreindre cette loi. Mais dans le même registre, ce sont les télévisions des régimes militaro-progressistes qui offrent toujours l'exemple du mépris le plus saisissant pour leurs spectateurs. Ces chaînes diffusent en boucles les discours du président de la République, suivent en temps réel ses moindres déplacements, commentent respectueusement les directives les plus anodines, et comblent le reste de la grille d'antenne de feuilletons égyptiens vieillots, ou

pas vu le jour, en dépit des promesses et allégations des autorités libanaises. Par contre, après un attentat, en plein office religieux, qui a visé une église et coûté la vie à des dizaines de fidèles, l'Etat libanais, pour contrecarrer cette recrudescence de violence a décidé de supprimer toute information d'ordre politique sur les radios et télévisions libres (cette interdiction a duré quelques mois). Cette reprise en main musclée de l'information paraît absurde, vu que la chaîne d'Etat ne couvre même pas la totalité du territoire libanais. Les discussions en vue de transformer Télé Liban en chaîne de service public, alors que son actionnaire majoritaire est le Premier ministre actuel pourraient être interprétées comme un nouveau recul de M. Hariri devant les impératifs régionaux. Serait-ce par la généralisation de la langue de bois, si fréquente en Orient, que le pays des cèdres part à la conquête de son arabitude ?

Dans les pays du Golfe, la crainte de l'invasion des images nuisibles venues d'ailleurs et les capacités financières de ces pays ont poussé les dirigeants à contourner partiellement l'imminence des dangers « amoraux ». Les chaînes satellitaires sont diffusées à travers le câble, ou les fréquences locales, ce qui permet aux censeurs d'accomplir normalement leur « métier »... D'autre part une pression constante s'exerce sur les gouvernements européens afin d'empêcher les chaînes à caractère pornographique d'émettre par satellite.

Toutefois, les capitaux saoudiens et « golfigues » s'intéressent de plus en plus à des projets de chaînes satellitaires basées en Europe et arrosant le monde arabe, l'Afrique, l'Europe et les Amériques. Presque trois ans après le lancement réussi de la MBC à Londres (télévision généraliste pan-arabe avec capitaux saoudiens des cheikhs Mohammed et Walid Ibrahim, et savoir-faire britannique), des chaînes thématiques appartenant au même groupe sont en chantier : MBC2, MBC3, MBC4... Au programme : sport, loisirs, famille, etc. D'autres capitaux saoudiens, le groupe Al Baraka, du Cheikh Saleh Kamel, ancien associé de la MBC, comptent bientôt lancer à partir de Rome quatre chaînes thématiques, baptisées pudiquement « La télé des Arabes » ; aucune d'elles ne comporte évidemment le moindre sujet à polémique : clips musicaux, films, sport, émissions pour les enfants. Des chaînes sans litiges avec les raisons d'Etat ou de mosquée. Les brûlures de l'Histoire se consommeront ailleurs... Enfin, signalons l'inauguration à venir d'une chaîne de news en arabe, relevant de la BBC, avec une participation financière de la société saoudienne Mawared, et différents projets concoctés en France pour une chaîne arabe câblée, toujours avec la contribution financière de capitaux arabes.

Demeurent de grandes inconnues au niveau des degrés de censure et d'autocensure qu'elles auront à assumer tout en préservant la crédibilité digne d'une chaîne occidentale. Le projet français paraît avoir

dépassé cet écueil puisqu'il ne compte même pas produire. Il va tout juste sélectionner des programmes venant des quatre coins du monde arabe, et ignorera superbement tout ce qui peut être assimilé à de l'information.

Pour finir ce tour d'horizon, notons qu'en Cisjordanie, sitôt annoncé l'accord d'autonomie pour Jéricho et Gaza, le projet de lancer une chaîne palestinienne fut mis sur le tapis. Pour le moment, il semblerait que trois groupes rivaux s'affrontent autour de l'embryon, chacun s'attribuant la paternité du projet.

Ce bouillonnement de l'audiovisuel, perceptible dans le monde arabe, et les espaces de liberté toute relative qu'il engendre, n'ont pas pour autant ouvert une brèche dans le comportement traditionnel du spectateur arabe et dans la vision qu'il se fait de lui-même et des autres. La télévision, perçue comme un des acquis de la démocratie et moyen inégalable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, est loin d'avoir atteint ces buts sur les rives sud de la Méditerranée.

Cette année, 400 000 heures de programmes télévisés seront passées sur les petits écrans du monde arabe, dont 70 % venant d'outre-Atlantique (Etats-Unis voire Japon). Le spectateur arabe pourra donc se délecter de dessins animés et aussi de « sushi-operas », avant de se partager entre séries européennes, novelas mexicaines et brésiliennes, et production locale à dominante égyptienne.

Neuf chaînes satellitaires émettent pour le monde arabe et l'on en attend neuf autres dans un avenir proche. Le spectateur pourra ainsi s'évader à loisir des contraintes que lui imposaient les hermétiques chaînes d'Etat dont les objectifs passés ne visaient nullement les attentes du public, mais plutôt à servir la politique des gouvernements. Les nouvelles chaînes privées et riches et qui dominent le marché publicitaire arabe, échappent aujourd'hui à la stricte censure de jadis. A présent, c'est à elles qu'incombe la charge de contrôler les produits diffusés et de faire respecter l'immobilisme des sociétés, quitte à couvrir de strass et de plumes les émanations de la tradition.

Pour autant, la télévision des années 70 est loin d'être morte dans les pays arabes. Presque toutes les chaînes d'Etat, à quelques exceptions près, continuent à appliquer les directives du ministère de l'Information. A l'automne 1993, Fouad Naim, le moderniste PDG de la télé libanaise, s'est fait taper sur les doigts par son ministre de tutelle, pour avoir osé enfreindre cette loi. Mais dans le même registre, ce sont les télévisions des régimes militaro-progressistes qui offrent toujours l'exemple du mépris le plus saisissant pour leurs spectateurs. Ces chaînes diffusent en boucles les discours du président de la République, suivent en temps réel ses moindres déplacements, commentent respectueusement les directives les plus anodines, et comblent le reste de la grille d'antenne de feuillets égyptiens vieillots, ou

de documentaires animaliers tchèques et bulgares du temps du socialisme réel, sur la vie des boas et des chimpanzés.

C'est pourquoi les cas flagrants d'autocensure sont à étudier dans les télévisions échappant, en principe, au contrôle d'un Etat unique. Nous prendrons les cas de la MBC, et accessoirement de la chaîne satellitaire égyptienne, qui est loin de bénéficier des acquis de la MBC, et enfin celui aussi des télés privées libanaises qui ont eu, jusqu'au fameux attentat, les mains assez libres puisque juridiquement et aux yeux du ministère de l'Information libanais, elles n'avaient aucune existence réelle et reconnue. Ces télés ne subissaient donc aucun contrôle, à moins de pousser le bouchon très loin, comme ce fut le cas au printemps 1993 pour ICN, interdit durant des mois, pour avoir passé plusieurs semaines à injurier le Premier ministre et son gouvernement. Certaines rumeurs affirmaient que cette astuce avait été inventée par le directeur de cette chaîne, devant l'incapacité financière de continuer à verser des salaires !

Tout ceci n'est en fait que le reflet d'un phénomène actuel. Ce qui caractérise les sociétés arabes est avant tout un terrible vide politique, une absence réelle de tout débat d'idées et de toute confrontation de type idéologique, et enfin une recherche infantile de consensus assurant le maintien des structures existantes. Une simple étude quantitative d'une interview accordée par un des responsables de la MBC, nous montre que les mots les plus fréquemment utilisés, n'ont aucun rapport avec le vocabulaire de la communication ou même celui des chaînes les plus commerciales. On ne trouve aucune mention des termes : audimat, reality shows, distraction, jeux, etc. Absence totale du jargon de l'industrie future des télécommunications : câble, numérique, interactif, compression, image virtuelle, écran 16/9, etc. Par contre, dans la bouche du responsable, fleurissent les allusions à la morale et aux valeurs arabo-islamiques. Les six nobles objectifs que souhaite atteindre la MBC sont : Présenter des programmes reliant les fils de la nation arabe et islamique / Que ces programmes soient inspirés de l'héritage arabo-islamique / Qu'ils servent à défendre la cause arabe et à rassembler les Arabes / Qu'ils contribuent à préserver notre héritage culturel en s'accrochant à nos nobles traditions et à notre religion musulmane / Que les variétés présentées soient en harmonie avec notre conception de la morale / Qu'à travers les progrès de la technologie, nous puissions atteindre tout Arabe ou musulman à travers les quatre coins de la planète...

C'est ainsi que la philosophie de l'audiovisuel de la MBC est résumée en une phrase par son responsable : « *Participer à la fixation des valeurs et du patrimoine dans un cadre commercial.* »

Si la modernité, au milieu de ce siècle, était liée à la capacité des Etats d'avoir leur propre industrie automobile, en cette fin de siècle,

c'est essentiellement grâce à la technologie des télécommunications qu'un Etat accède à cette modernité. Le recours des Arabes au fleuron du progrès scientifique pour transmettre un message moralisateur ne jurant pas avec les lois du marché est accablant.

Face à la montée des forces islamistes de type violent et terroriste, la politique des télé arabes consiste à opposer à un Islam austère et guerrier, un Islam plus pailleté mais tout aussi conformiste, didactique et bien-pensant, faisant largement le lit des mouvements radicaux ; quitte à diffuser aussi les séries américaines osées, les séances d'aérobic en maillot de bains et les défilés de mode dont raffole tout le monde arabe actuellement. A regarder de près la grille des programmes de la MBC et de la Fadaeyya égyptienne, on remarque : la cohabitation parfois étonnante de programmes religieux (dont l'inflation est notable durant le mois de Ramadan) et de fictions de divertissements, émissions de variétés et chansons parfaitement profanes.

Sur la MBC, les tortues ninja et les devinettes de Ramadan du fantasiste Samir Sabri sont précédées d'émissions en direct de la Mecque qui retransmettent par satellite les prières légales (nous ne parlons pas de la grande prière collective du vendredi incluant un prêche, mais d'une simple retransmission d'images de croyants recueillis). A cela s'ajoutent des feuilletons religieux retraçant les vies des grands hommes de l'Islam. Notons cette année un intérêt curieux pour la personne d'Ibn Taymiyya, théologien rigoriste du XIV^e siècle qui refusait l'introduction de la raison dans la religion et qui finit victime du pouvoir : préfiguration du martyr-héros islamiste ?

Quant à la télévision satellitaire égyptienne, durant le mois de Ramadan, elle laisse à la caution islamiste du pouvoir, le Shaykh Sha'rawi, l'occasion de déborder de son créneau usuel du vendredi pour déverser son message qui allie la bonhomie du vieil homme de foi au rigorisme le plus intransigeant. Il est vrai que ses causeries d'exégèse populaire et populiste font de lui une star médiatique du monde arabe bien au-delà des rives du Nil.

En faisant suivre ce programme des *Aventures de Boogy et Tam-tam*, la chaîne égyptienne tenterait-elle d'éteindre les feux qu'elle allume à tout va ? De même, en cultivant les images d'Epinal les plus éculées comme celle de la grand-mère voilée racontant à ses petits-enfants l'histoire de Blanche-neige. Alors que la réalité serait une grand-mère ayant connu les libertés vestimentaires des années 60 face à ses petites fillettes voilées, la télé reproduit une image de cohésion inexistante. Une exception osée sur le petit écran égyptien que la Fadaeyya n'a pas jugé utile de programmer (inamovible autocensure !), est la série télévisée *La Famille*. Dénonçant intelligemment les manipulations des islamistes à travers la saga d'une famille petite-bourgeoise égyptienne, le feuilleton a néanmoins subi diverses mutilations

et coupes, tantôt pour calmer l'ire des autorités religieuses, et tantôt pour empêcher les critiques fort justifiées à l'encontre du gouvernement, de sa police et de ses médias officiels.

Au Liban, à partir de 1986, les chaînes privées se multiplient. Bien que hors la loi et sans statut, elles sont loin d'être marginales. Même le Premier ministre a lancé, en 1993, sa propre chaîne sans attendre qu'une quelconque loi ne vienne réglementer ce secteur. C'est à la LBC, la Télévision des Forces Libanaises, que revient le mérite d'avoir cassé le monopole d'Etat, notamment en matière d'information, qui jadis ne relatait que la vie de la famille présidentielle. Cette tradition n'est pas pour autant ensevelie, mais les autres faits et gestes politiques de l'opposition sont filmés et présentés. Déclarations belliqueuses, comme réceptions et mondanités sont retransmises par les différentes télés des différents acteurs de la scène libanaise. L'autocensure ou la vision particulière de l'information élimine du coup tous les aspects sociaux non-événementiels de la vie au Liban : chômage, délinquance, drogue, prostitution... Les sondages d'opinion sont presque inexistants, et le spectateur qui peut aussi suivre les infos de France 2, de la BBC et de CNN a l'impression que l'Occident est à présent une planète de SDF et de marginaux.

En matière de programmation, la LBC a inauguré le cycle du piratage. On voit de tout à Beyrouth, même des émissions venant du Sénégal, ou des opéras italiens sous-titrés en japonais, sans compter les matchs de foot turcs. Toutes les autres chaînes sans exception, y compris la télévision d'Etat, ont emprunté ce chemin. Devenue première chaîne au Liban, la LBC a élargi son public au-delà des frontières. Son sens du spectacle et la verdeur de ses propos lui ont attiré le public fasciné de tout le nord de la Syrie.

La seule rencontre réussie entre le ministre de l'Information et le monde de la communication n'a porté que sur les questions d'ordre moral. L'épineux problème du piratage, ou celui de la production locale ayant été éludé au profit des vertueuses assurances portées sur le respect des bonnes mœurs.

Les protagonistes ont donc conclu un *gentleman's agreement* non-écrit, tout comme le pacte national, pour empêcher la diffusion de films érotiques sur les chaînes. Récemment, prétextant une atteinte aux bonnes mœurs, le gouvernement libanais a fait barrage lorsque la LBC a voulu monter sur le satellite ! Officiellement, il ne s'agissait pas d'empêcher une télé d'opposition d'élargir son public, mais de ne pas « *choquer nos frères arabes* » qui n'ont aucune envie de trouver sur leur Arabsat une chaîne qui diffuse *Basic Instinct*. Le prétexte des bonnes mœurs est une redoutable arme de censure.

D'autres chaînes libanaises qui diffusent à longueur de journées des émissions d'aérobic et des défilés de mode assez coquins, ne se gênent

pas pour les entrecouper de la prière du vendredi, toujours en direct de la Mecque. Afin de ne pas paraître trop vieux jeu, elles déclarent, avec une pointe de fierté idiote, avoir adopté les normes des télé américaines en matière de morale ; et c'est ce qu'on voit, même dans une banale émission de Zajal, des troubadours improvisant des poèmes. L'arak qu'on leur servait à flots dans les années 70, est remplacé par un sobre thé-verveine ; mais le feuilleton *Dynasty*, où un Arabe est présenté sous un aspect négatif, avec des pointes franchement racistes comme « *je ne ferai jamais confiance à un homme qui s'appelle Ahmed* », passe sans problèmes, sous-titré en sus.

Toutefois, l'excès d'autocensure en matière de feuilletons égyptiens qui suivent de plus en plus sagement les diktats du rigorisme islamique, amène une certaine lassitude du spectateur. Cela explique le succès des novellas mexicaines doublées dans un arabe approximatif et diffusées aussi bien au Liban qu'en Tunisie ou dans les pays du Golfe. L'éternelle Fatma torturée par le chaste baiser qu'elle vient d'accorder à son fiancé à la porte de l'université du Caire, ne fait plus recette. Les Marias endiablées du Mexique, tout en gardant l'honneur sauf, ont des comportements nettement plus logiques et humains...

L'autocensure n'est pas seulement un problème de diffusion mais aussi un choix de production. Les sujets afférents au statut de la femme, aux comportements amoureux, laissent libre cours à une schizophrénie de la moralité, dans la mesure où ce sont les produits américains, européens ou les telenovellas qui sont chargés de promouvoir un certain modèle de relations sociales que les feuilletons ou fictions arabes ne veulent pas prendre en charge. On ne censure pas ces relations (parce qu'une partie des élites qui dirigent les stations les ont adoptées), mais on ne peut les revendiquer comme arabo-islamiques et on charge donc avec une certaine lâcheté les produits importés de faire le travail de modernisation sociale et morale. Le danger du procédé est évident : les spectateurs arabes sont poussés vers la schizophrénie.

DEBAT

SAMIR KASSIR Deux remarques à propos du Liban. La première est que, depuis que l'Etat libanais a recommencé à fonctionner, le piratage a beaucoup diminué. Aujourd'hui les différentes chaînes se disputent légalement les droits d'exclusivité sur les films ou les grands événements sportifs mondiaux. La deuxième remarque concerne la controverse sur l'accès au satellite. Je rappelle d'abord que le Premier ministre libanais, Rafik Hariri, est aussi un ressortissant saoudien et un milliardaire – il figure au classement de *Fortune*. Propriétaire d'une chaîne de télévision privée, Future TV, il a voulu s'octroyer officiellement l'exclusivité de la diffusion sur satellite. Il faut savoir aussi qu'il détient également 49 % des parts dans la télé d'Etat¹. Derrière cette voracité capitaliste se cachent deux problèmes : le problème « moral », soulevé par Marc Saiegh, et un problème politique qui renvoie aux luttes des différentes tendances de la famille royale saoudienne pour le contrôle des canaux d'Arabsat. Pour l'anecdote, Future TV, la chaîne de Hariri, qui était passée à titre expérimental sur le satellite, avait été très bien reçue en Arabie Saoudite où elle est devenue très populaire. Cette chaîne a un habillage très moderniste, jeune, occidentalisé, mais les speakerines qui présentaient Télé-Matin, sans être rigoristes, étaient habillées de robes assez longues. Or voilà que, du jour au lendemain, ces jeunes dames commencent à montrer leurs jambes. L'accès au satellite ayant été interrompu, l'autocensure n'était plus de mise.

RIAD BEN FADHEL Par rapport aux antennes paraboliques, je crois qu'il faut faire attention et ne pas tomber dans les raccourcis faciles. Les pouvoirs, y compris les pouvoirs intégristes, ont compris, ont intégré la donnée technologique, et savent qu'aujourd'hui la bataille s'est déplacée vers le satellite. Or l'accès au satellite se joue avec les luttes d'influences entre les différentes branches de la famille royale saoudienne qui sont les seules capables de financer de tels projets. Donc, on va transférer le consensus dramatique, suicidaire de la presse arabe au niveau de l'audiovisuel et en particulier au niveau satellitaire. La technologie peut aussi amplifier les défauts d'une situation.

1. Il a par la suite annoncé son intention de s'en défaire.